

La microfinance : qui se soucie des clients ?

Par Isabelle GUERIN, Marc ROESCH et Cyril FOUILLET, Institut français de Pondichéry/IRD/CIRAD

L'article de la professeure Esther Duflo, revenant sur la crise qui secoue la microfinance dans l'Etat d'Andhra Pradesh (Libération du lundi 30 octobre 2006) est symptomatique d'un secteur faisant parfois, volontairement ou non, le jeu de la désinformation. En se focalisant sur un argumentaire visant à montrer que l'Etat Indien devrait se désengager du secteur concurrentiel de la microfinance et s'en tenir à la « réguler », la professeure Duflo omet l'essentiel, et par là même détourne le débat. Elle « oublie » dans son article de mentionner l'origine de la crise : de nombreux cas de suicides de personnes surendettées, en partie du fait de la microfinance. L'essentiel n'est-il donc pas de revenir sur la situation de la population touchée et les dérives d'un secteur en pleine croissance plutôt que de faire preuve de cynisme en écrivant qu'« il y a certainement du vrai dans certaines des accusations du gouvernement » et en concluant : « mais ce que cette crise nous apprend, c'est surtout que la concurrence acharnée n'est pas bonne pour la microfinance » ?

A la suite de cette crise survenue en début d'année, une association régionale de microfinance (l'*Andhra Pradesh Mahila Abhivruddhi Society*, APMAS) a fait un bilan de la situation. Les conclusions de ce rapport interne de ont été présentés, devant une assemblée réunissant à la fois, institutions de microfinance (IMFs), associations ainsi que banques et institutions financières. Ce rapport révèle que les deux tiers des clients du *district*(département) où les faits se sont déroulés ne connaissent pas le taux d'intérêt et la méthode de calcul du prêt qu'ils avaient en cours. Plus grave encore et révélateur des effets néfastes des outils microfinanciers, la dépendance vis-à-vis des usuriers et grands propriétaires terriens s'est accrue à la suite d'octrois de microcrédit dans plus du quart des cas ! On ne reviendra pas sur les tortures morales et physiques qui ont fait les choux gras de la presse et qui ont été confirmées par cette étude.

Le problème essentiel, finalement, c'est que personne ne semble se soucier réellement du sort du client. Les articles, les conférences, les ouvrages se multiplient sur la question du refinancement des institutions de microfinance (IMFs) et de leur accession aux marchés privés afin d'élargir leur potentiel - cette fameuse idée de '*building inclusive financial systems*'. Les plus importantes IMFs embauchent des spécialistes en marketing pour développer des campagnes de promotion de prêts et assurances en direction de ces pauvres potentiellement rentables ! Mais s'inquiète-t-on de savoir si les clients sont en mesure d'absorber ces nouveaux prêts, ces nouveaux prélèvements ? La crise de l'Andhra Pradesh révèle à nos yeux un problème fondamental : la frénésie d'acteurs privés et publics pour des motivations qui n'ont pas grand-chose à voir avec la lutte contre la pauvreté. Nouvelle niche commerciale pour les uns et captation de banques de votes pour les autres. Si les banques privées font de toute évidence preuve d'un appât du gain outrancier, la dimension populiste et démagogique des programmes de microfinance publics doit également être soulignée. Certes, ils sont moins chers, mais leur mode de fonctionnement n'est guère plus recommandable. En Andhra Pradesh comme au Tamil Nadu, les Etats se sont fixés des objectifs ambitieux en termes de nombre de « pauvres » à atteindre. Aujourd'hui, en Inde, ce sont encore eux qui sont les principaux promoteurs de la microfinance, or ils ont besoin des Organisations Non Gouvernementales (ONGs) pour atteindre leur cible. Dans un certain nombre de zones où la « densité » d'ONG est faible, l'Etat a largement incité pour le pas dire obligé les ONGs présentes à créer des « groupes d'entraide » et les organiser en microfinance sous la menace (voilée) de leur retirer certaines subventions. Celles qui dépendent de fonds publics considèrent qu'elles n'ont donc pas eu le choix. Or faire de la finance, même pour les pauvres, ne s'improvise pas. La reconversion massive et rapide d'ONGs en prestataires financiers est difficilement compatible avec un minimum de professionnalisme (sans parler du fait que ces mêmes ONGs délaissent d'autres missions, peut-être plus utiles que la microfinance).

Cette crise est peut être l'occasion unique de retourner vers les clients, de leur redonner la parole, de

repandre conscience que la priorité n'est peut-être pas de « placer du crédit » au pauvre, mais qu'ils ont besoin de se nourrir, se soigner, et pour cela il faut de l'emploi, des rémunérations, de la formation. Une véritable réflexion sur la microfinance ne peut se faire au final qu'à partir d'une approche compréhensive, *id est*, s'intéressant au sens que chaque acteur donne à sa propre conduite et non au sens que l'on aimerait bien lui prêter.

Après l'emballement dû à l'année de la microfinance et la remise du prix Nobel de la paix au professeur Yunus, il serait temps de reprendre son calme, pour éviter que d'autres crises ne surgissent.

Terminons sur ce proverbe Tamil : « Si vous ne vous acquittez pas de votre dette, vous devrez la rembourser auprès de la déesse Mâri-Mâri ». Mâri-Mâri est une représentation de la déesse Durga qui peut vous transmettre de petites varices. La signification de ce proverbe est qu'il ne faut pas jouer avec un créancier puissant.